



NOTRE PROJET D'EDUCATION POPULAIRE (P.E.P.)

En 1975, à l'issue de notre congrès de Bordeaux, une résolution qui définissait l'orientation de travail du chantier «Projet d'Education Populaire» précisait qu'il s'agissait d'établir un projet en fonction d'une société de type socialiste.

En vérité, quoi de plus évident pour un mouvement comme l'I.C.E.M., inscrit sans ambiguïté dans le champ de l'idéal socialiste : *«Il ne peut y avoir comme but à nos efforts que la société d'où sera exclue toute exploitation de l'homme par l'homme... Il ne s'ensuit pas que nous devons directement préparer les enfants pour cette société. C'est plutôt sur la direction à suivre que nous avons à nous mettre d'accord»* (C. Freinet).

La direction à suivre ?

Dix ans après la disparition de Freinet, il était apparu nécessaire de mieux la cerner. Il nous faut en effet savoir pour quoi et comment nous devons lutter, aujourd'hui davantage qu'hier :

● Parce qu'autrefois Freinet exprimait par son discours et son action militante ce vers quoi collectivement nous tendions, alors qu'il faut aujourd'hui objectiver ce qui était devenu implicite, difficilement traduisible aux nouvelles générations de militants. Celles-ci sentent la nécessité de faire le point, d'explicitier et de relancer nos objectifs, notre pratique/théorie en conformité avec nos finalités.

● Parce que les frontières entre les conceptions éducatives se sont déplacées... Mai 68 a provoqué quelques remises en cause, des prises de conscience, mais a conduit à de multiples récupérations. Il y a vingt ans, l'alternative pédagogique était évidente : il y avait d'un côté les partisans de la norme et des valeurs établies, et de l'autre la minorité «révolutionnaire» qui prônait et pratiquait le droit à l'autonomie culturelle, politique et psychologique des jeunes. Aujourd'hui, les discours — même officiels — se sont parés de références ou d'allusions modernistes (vidant des techniques Freinet de leur contenu), la littérature pédagogique n'a jamais autant prospéré... et qui n'a pas son programme éducatif ?

● Parce que dans le contexte bureaucratique actuel, le spécialiste est plus que jamais celui qui pense et agit pour les autres, il est apparu nécessaire de sortir de notre tour d'ivoire pédagogique. En entamant le dialogue avec tous ceux qui veulent réfléchir et agir ensemble pour la construction d'une société de justice, de liberté, de responsabilité, nous reformulons nos choix fondamentaux et nos perspectives à long terme, nous popularisons les pratiques (pas seulement les nôtres) qui rompent avec la hiérarchisation et l'hyper-spécialisation des tâches, nous élaborons une stratégie avec tous ceux qui se situent sur le même front de luttes. Voilà des objectifs complémentaires que nous devons concrétiser toujours davantage.

Il nous faut mieux cerner la direction à suivre :

Pour cela, nous avons besoin d'extraire notre réflexion de nos compromis quotidiens : non pas nier, oublier ces compromis, mais les analyser pour contester à travers eux le contexte scolaire et social actuel, pour les assumer et les dépasser ensuite.

Il nous faut aussi dégager de nouveaux axes de recherche et définir ces orientations, veiller à notre propre remise en cause : dans cette perspective, situer notre pédagogie dans un ensemble idéologique cohérent s'avère une étape nécessaire.

Nous ne pouvons être une chapelle, ou un groupuscule marginal dont les fins seraient de vivre pour satisfaire seulement les fantasmes ou la survie pédagogique de ses membres. La vocation, l'avenir de nos idées et de nos pratiques passe par leur diffusion, leur confrontation, leur fécondation. La C.E.L., l'I.C.E.M. doivent servir et concerner toujours plus de militants, d'enfants, et pour cela il nous faut agir et parler toujours plus fort, avec d'autres. Il nous faut donc définir nos alliances, notre stratégie.

Ce faisant, nous n'encourageons pas à oublier l'importance de notre tâche présente, quotidienne, centrée sur la réalisation concrète des conditions éducatives que nous revendiquons pour les enfants (action pédagogique quotidienne, élaboration et analyse d'outils, de pratiques institutionnelles). En appelant à collaborer à la réalisation du P.E.P., nous n'encourageons pas davantage à

souscrire à une mode relevant d'un souci électoraliste (ce à quoi l'échéance électorale de mars prochain pourrait nous conduire).

Pourtant le danger est évident : l'idée de projet renvoie d'emblée à l'image d'un discours écrit, d'un livre programme qui aurait la vertu de résoudre par avance les problèmes posés. Nous le disons clairement : le P.E.P. n'est pas, ne sera pas un condensé de propositions destinées à confier à d'autres le soin de construire l'école populaire que nous entrevoyons. Ce ne sont pas les seuls décrets d'un ministère — fût-il de gauche — qui changeront fondamentalement la nature et les conséquences de l'acte éducatif, même s'ils en favoriseront l'évolution. Un des textes de notre avant-projet exprime notre opposition à cette tentation réformatrice : *« Les réformes ne changeront pas cette école : les véritables changements ne peuvent intervenir dans le cadre de décisions unilatérales, d'autant plus lorsque celles-ci ne visent pas à modifier ce qui fait l'essentiel du système et sa survie : l'uniformité, la sélection, la bureaucratie autoritaire. Le changement doit s'effectuer avec les usagers de l'école, adultes et jeunes, par l'exercice d'un droit à l'initiative et à l'autonomie gagnées sur l'inertie et la soumission actuelles, dans le cadre d'une action politique globale favorisant toutes les pratiques de rupture dans l'école (expression libre, pouvoir collectif, équipes éducatives, remise en cause des fonctions d'autorité comme l'inspection, etc.), les considérant non comme des anomalies à caractère subversif mais comme les conditions institutionnelles indispensables à un véritable changement. »*

Alors, quel sens donnons-nous au P.E.P. ?

Au cours du congrès de Rouen, un esprit, des objectifs de travail se sont affirmés :

● Le P.E.P. doit s'appuyer, s'étayer sur nos pratiques ; il doit en être le reflet, même lorsque sont dévoilés nos hésitations, nos incertitudes, nos désaccords. C'est de la pratique d'aujourd'hui, dans ses aspects de rupture, que nous devons élucider notre utopie.

● Le P.E.P. doit être une pratique. L'objectif n'est pas (seulement) de penser et d'écrire l'utopie. Il est aussi de créer une dynamique d'analyse de l'institution, de ce que chacun y vit personnellement et avec les jeunes ; de saisir et de susciter toutes les occasions d'action vers l'extérieur, de dialogue, d'ouverture de nos classes et écoles car plutôt que de décrire nos pratiques, ce qui importe c'est de montrer comment nous travaillons, c'est d'associer les « non-spécialistes » à notre tâche. Nous l'avons maintes fois constaté, tous les échanges menés avec les militants politiques et syndicaux — pour ne parler que d'eux — prouvent qu'il n'y a qu'incompréhension et faux

semblants si ces échanges ne reposent pas sur l'analyse d'un vécu repérable et repéré permettant d'élucider nos pourquoi et les leurs.

● Le P.E.P. doit trouver son prolongement logique dans la théorisation de nos pratiques pédagogiques, pour leur enrichissement et leur diffusion. En clair, c'est à la mise en œuvre d'ouvrages de synthèse faisant le point et soulevant questions et perspectives que nous devons travailler. Notre rayonnement, la relance des outils en découleront.

● Le P.E.P. doit être une orientation stratégique :

— A court terme, nous diffuserons une plate-forme transitoire minimum, **que nous ne négocierons pas sur le fond, estimant que toute transformation en profondeur de l'école ne peut s'opérer sans sa mise en application intégrale** (nécessaire, non suffisante).

Cette plate-forme concerne

* les conditions de reconnaissance, du droit à l'existence et à l'autonomie des équipes pédagogiques,

* la remise en cause de l'inspection et de la formation,

* la refonte totale de l'organisation scolaire et des apprentissages, sans structures ni pratiques ségréguées. Nous la présenterons dans un autre éditorial.

— A plus long terme, par une politique d'information, de sensibilisation de l'opinion sur des problèmes spécifiques, par la multiplication et l'élargissement des équipes éducatives, par une utilisation rationnelle de nos rencontres de travail, etc. Analyses et pratiques liées au P.E.P. nous conduisent à cette politique d'orientations.

En ce début d'année scolaire, il importe que les groupes départementaux discutent ces préoccupations, fassent connaître leurs prises de positions, leurs travaux, pratiquent l'ouverture proposée ci-dessus partout où c'est possible.

Au cours des journées d'été de La Roquebrou, les secteurs de travail auront avancé sinon terminé leur contribution au P.E.P., prolongeant les travaux de Rouen, et préparant l'édition d'un second avant-projet pour la fin de cette année.

En avril prochain, le congrès de Nantes devra être le premier aboutissement du travail sur le P.E.P. : après critique et affinement, les thèses de cet avant-projet pourront devenir la parole du mouvement, parole qui ne cèdera en rien au dogmatisme, mais illustrera notre diversité, nos convictions, nos certitudes autant que nos interrogations.

L'Éducateur, cette année, témoignera largement de cette recherche.

LE COMITE DIRECTEUR DE L'I.C.E.M.
ET LE CHANTIER
«PROJET D'EDUCATION POPULAIRE»